

Les dirigeants de mon pays ont alors étudié sérieusement la situation avant de prendre les mesures qu'ils ont prises. Cela ne veut pas dire qu'ils avaient raison, mais je suis convaincu qu'ils ont étudié sérieusement la situation avant de prendre une décision et qu'ils ont agi de bonne foi, n'ayant en vue que l'intérêt de notre pays. Et cela, même le premier ministre actuel ne peut le nier.

D'ailleurs, depuis 1957, depuis le 20 ou 21 juin 1957, il s'est produit des choses que nous pourrions réprouver; et pourtant, je ne serais pas prêt à accuser le gouvernement d'avoir agi de mauvaise foi.

Le gouvernement, à mon sens, essaye ou devrait toujours essayer d'étudier la situation, de prendre les mesures qu'il croit favorables à l'intérêt public. C'est là son devoir.

L'ancienne administration comprenait ce devoir aussi. De fait, elle le comprenait tellement que même le peuple n'a pas craint de lui manifester sa confiance pendant 22 ans.

Je m'oppose toutefois aux réflexions que nous a faites l'honorable premier ministre du Canada en présentant son projet de loi portant sur la reconnaissance et la protection des libertés fondamentales et des droits humains.

S'il s'était contenté d'énoncer les sentiments de grandeur d'âme dont il a fait preuve au cours de son allocution, j'aurais eu beaucoup plus d'estime pour lui. J'en ai encore, mais j'en aurais davantage.

Quand je parle de cette façon, monsieur l'Orateur, je suis peiné, parce que j'estime que l'on doit avoir le plus grand respect...

M. Bourbonnais: Il ne faut pas pleurer.

M. Brassard (Lapointe): Je ne veux faire pleurer personne. J'estime que l'on doit avoir beaucoup de respect pour le premier citoyen de son pays, parce que c'est lui qui donne le ton aux débats que nous avons en cette Chambre; il doit donc se tenir au-dessus de toute "partisanerie" politique.

M. Bourbonnais: Ça fait deux fois que vous dites cela.

M. Brassard (Lapointe): Cela fait deux fois que je le dis. Je pourrais le répéter vingt fois, parce que cela fait plus de vingt fois que le premier ministre s'éloigne de cette règle.

J'espère que nous n'aurons plus à déplorer cet état d'esprit du premier citoyen de notre pays.

Je veux maintenant formuler une suggestion qui a été faite par d'autres collègues, celle de renvoyer le bill que nous étudions à un comité conjoint du Sénat et de la Chambre des communes.

Depuis 1957, nous savions que nous aurions à discuter un bill des droits de l'homme.

[M. Brassard (Lapointe).]

Pourquoi ne l'a-t-on pas présenté plus tôt? Nous aurions eu l'occasion d'en faire l'étude au comité conjoint de la Chambre et du Sénat.

Nous en sommes aujourd'hui aux derniers jours de la session. On nous présente ce bill et l'on nous demande: mais allez-vous voter contre? Allez-vous vous opposer au bill? Comme si on voulait dire: ne vous opposez pas au bill; vous n'avez pas le droit de dire ce que vous pensez du bill.

Nous avons le droit de dire ce que nous pensons, nous avons le droit de dénoncer ce que nous croyons être les faiblesses du bill. Cela ne veut pas dire que nous avons raison. Nous n'avons pas le monopole de la raison ni du jugement.

M. Bourbonnais: Cela c'est vrai, personne ne peut nier cela.

M. Brassard (Lapointe): Mais personne en cette Chambre,—surtout pas certains députés conservateurs du Québec,—ne peut dire qu'il a complètement raison.

Au moins ai-je le courage et la franchise de l'admettre.

J'estime, monsieur l'Orateur, que nous avons le droit de dire ce que nous pensons.

Et, je le répète, cela ne veut pas dire que nous avons le monopole de la raison. Mais nous sommes sincères, nous exprimons ce que nous pensons être la vérité. Si l'on croit que nous avons tort, qu'on nous le dise et qu'on nous le prouve.

Monsieur le président, avant de terminer mes observations, je forme le vœu que le premier ministre décide de faire étudier ce projet de loi par un comité conjoint de la Chambre des communes et du Sénat. Avant de reprendre mon siège, je veux exprimer mon étonnement à l'égard des discours de certains députés conservateurs qui ont pris part à ce débat. Ils semblaient avoir reçu un mot d'ordre. Tous, du premier au dernier, ils ont vanté le premier ministre du Canada. On n'a pas osé faire une seule critique du projet de loi. D'ailleurs, ceux qui ont des critiques à formuler ne le font pas en cette enceinte. Je le sais, et, si l'on veut un nom, je le donnerai volontiers. Mais il est évident que tous les députés conservateurs de la Chambre n'accueillent pas avec des Hosanna! le bill qui nous est soumis.

J'espère cependant que le premier ministre de mon pays tiendra compte des suggestions que l'opposition a faites au gouvernement. J'espère surtout que le bill des droits de l'homme contribuera à continuer de préserver les libertés de tous les Canadiens, libertés dont tous les Canadiens sont fiers et veulent la préservation au Canada, aussi bien le chef de mon parti que le chef du gouvernement.